ALAIN GRESH

PALESTINE
UN PEUPLE QUI NE VEUT PAS MOURIR



LES
LIENS QUI
LIBÈRENT

PALESTINE

Alain Gresh

PALESTINE

Un peuple qui ne veut pas mourir

Éditions Les Liens qui Libèrent

ISBN : 979-10-209-2358-5

Illustration de couverture : © Bashar Al Hroub

© Les Liens qui Libèrent, 2024

Préambule

Ce livre a été écrit « à chaud », avec un sentiment d'urgence, car de la guerre de Gaza dépend en partie non seulement l'avenir des Palestiniens, mais aussi celui du Proche-Orient et plus largement du monde. Rarement un conflit aura été accompagné par tant de mensonges, de désinformation, d'affabulations. Rarement le manichéisme n'aura autant dominé et contribué à effacer la profondeur historique d'une crise que nous redécouvrons à chaque conflit. Rarement la politique française aura été si peu à la hauteur, se contentant d'un suivisme affligeant à l'égard du gouvernement israélien et de son parrain américain. À l'heure où les mises à l'index se multiplient, où des débats sont interdits, où les accusations d'« apologie du terrorisme » se banalisent, il est plus urgent que jamais d'ouvrir une discussion qui respecte le pluralisme.

Cet ouvrage est le résultat d'un travail personnel bien sûr, mais aussi d'une réflexion collective entamée dans le cadre du journal en ligne *Orient XXI* que je dirige, créé il y a plus de dix ans, avec son comité de rédaction et avec ses nombreux contributeurs. Un remerciement particulier à Martine Bulard, Marina Da Silva, Sarra Grira, Laurence Malegat et Geneviève Sellier, qui ont relu le manuscrit à différents stades d'élaboration, y ont apporté critiques, remarques et suggestions. Sans Marine Bequet, qui m'a aidé dans la recherche de documentation avec sa modestie habituelle et son efficacité, cet ouvrage n'aurait jamais pu voir le jour dans des délais aussi courts.

CHAPITRE 1

Mondes en guerre

> *« Une flamme a été allumée à Troie qui devait brûler de manière permanente à travers les siècles, alors qu'aux Troyens succédaient les Perses, aux Perses les Phéniciens, aux Phéniciens les Parthes, aux Parthes les Sassanides, aux Sassanides les Arabes, aux Arabes les Turcs. […] Les lignes de l'affrontement se sont modifiées, l'identité des adversaires aussi. Mais la manière dont les deux parties comprenaient ce qui les séparait est restée stable, s'appuyant comme toujours sur des perceptions, sur des mémoires historiques accumulées… »*
>
> Anthony Pagden, *Worlds at War,*
> Oxford University Press, 2008.

Ce qui se joue à Gaza dépasse largement le cadre étroit de ce petit territoire palestinien d'à peine 360 kilomètres carrés, qui connaît une des guerres les plus destructrices de l'époque contemporaine, bien

plus dévastatrice que celle d'Ukraine ou de l'ex-Yougoslavie. Bien sûr, elle condense d'abord le calvaire du peuple palestinien depuis des décennies, un drame qui a chevauché les années et les époques. Ce volcan jamais éteint marque l'histoire d'une décolonisation ratée.

Mais l'enjeu déborde de tous côtés, avec les risques d'un embrasement régional, avec la mise à mal du système des Nations unies tel qu'il existe depuis 1945, avec la destruction du droit international, qu'il soit politique ou humanitaire. Le conflit a mis au jour et accentué la fracture entre l'Occident et le reste du monde, déjà élargie par la « guerre contre le terrorisme » dans laquelle le premier a cru bon de se lancer. Dans un contexte marqué par de successifs tremblements de terre, de la fin de la guerre froide aux attentats du 11–Septembre et aux invasions de l'Irak et de l'Afghanistan, et par l'émergence de puissances nouvelles, de la Chine au Brésil, de l'Afrique du Sud à l'Inde, l'Occident agite de vieilles peurs sur les menaces qui le viseraient. Empruntant à une conception manichéenne de l'histoire comme affrontement sans cesse recommencé entre le Bien et le Mal, entre Barbares et Civilisés, entre « eux » et « nous », il crée les conditions d'un affrontement de tous contre tous.

Revenons d'abord à ce qui se déroule à Gaza. Depuis le 7 octobre 2023, une expression s'est

imposée comme une évidence, celle de « guerre Hamas-Israël ». La formule est nouvelle : personne n'a jamais qualifié l'attaque de l'Afghanistan par les États-Unis en 2001 de « guerre entre les États-Unis et les talibans ». Surtout, elle est plus que problématique. Non seulement parce qu'on ne peut imaginer une « guerre » entre deux adversaires tellement dissemblables en force, mais aussi parce qu'Israël et les pays occidentaux effacent ainsi de cette équation les Palestiniens que leur diplomatie tente d'enterrer depuis belle lurette. Pourtant, sous nos yeux, le cadavre tant de fois enseveli renaît de ses cendres. Bien que nous soyons en Terre sainte et que Jésus ait jadis ressuscité Lazare, la résistance des Palestiniens ne doit rien aux miracles, mais à une loi que certains, tout au long de l'histoire, s'efforcent d'oublier à leur propre détriment : on ne peut assujettir un peuple indéfiniment, sauf à l'exterminer.

Le but de la guerre, écrivait le général Carl von Clausewitz (1780-1831), l'auteur du célèbre *De la guerre*, est « de contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté ». Il faut instaurer « une paix fondée sur la force », proclamait Benyamin Nétanyahou en 1997. « On doit faire comprendre aux Palestiniens, au plus profond de leur conscience, qu'ils sont un peuple vaincu » ambitionnait en 2002 le chef d'état-major israélien Moshe Yaalon. Sur ce plan-là au moins,

Israël a échoué. Malgré l'extension des colonies, les assassinats répétés de cadres ou de simples citoyens, l'emprisonnement dit administratif, c'est-à-dire sans inculpation, ni procès, ni durée, de personnes qu'il faut bien qualifier d'otages, et dont le nombre est estimé à plus de 3 000 en février 2024[1], dont de nombreux mineurs, les Palestiniens rechignent, résistent, se rebellent. Ils ne veulent pas mourir.

Et le coup de tonnerre du 7 octobre a suscité une terrible commotion en Israël. D'abord à cause des pertes civiles et militaires israéliennes et des crimes commis sur lesquels nous reviendrons et qui ont ravivé de vieux traumatismes liés à l'histoire des juifs (lire le chapitre IV). Et surtout du fait de l'effondrement de tout le système sécuritaire mis en place depuis des décennies et que l'on pensait inviolable. Ainsi furent affichées les fragilités fondamentales d'un État qui se prétendait un havre de sécurité pour les juifs du monde. Mais, après ce naufrage, plutôt que d'explorer les voies pour arriver à une entente qui permettrait aux 15 millions de Palestiniens et d'Israéliens de vivre en paix, une paix juste fondée sur l'égalité, Tel-Aviv a décidé de franchir un nouveau

1. Le nombre de détenus administratifs est passé de 1 200 personnes avant le 7 octobre à 3 291 au début de janvier 2024. Voir « "We don't know where he is" Israel's administrative detention rates soar after October 7 », France 24, 17 janvier 2024.

seuil dans la guerre coloniale qu'il mène contre le peuple palestinien, avec l'objectif explicite d'éradiquer sa présence de sa propre terre. Comme en 1948-1949, avec l'expulsion de 700 000 à 800 000 personnes, comme lors de la guerre de juin 1967 avec l'éviction d'encore 300 000 personnes, tout indique qu'Israël vise aujourd'hui à se débarrasser de la population de Gaza, 2,3 millions de personnes environ. Vieilles chimères des colonisateurs, séculaire cauchemar des colonisés.

« La guerre – c'est encore Clausewitz qui s'exprime – n'est pas seulement un acte politique, mais un véritable instrument de la politique, une continuation de celle-ci par d'autres moyens. » Celle contre Gaza est une nouvelle étape d'une stratégie qui oscille depuis 1948, selon les périodes, entre la violence débridée contre les Palestiniens et « leur contrôle ». À Gaza, c'est la première option qui est désormais privilégiée, avec la volonté de rendre le territoire inhabitable, soutenue par des intentions génocidaires que la Cour internationale de justice (CIJ) a soulignées dans sa décision du 26 janvier 2024. Intentions qu'on relève aussi en Cisjordanie et à Jérusalem-Est : plus de 420 morts entre le 7 octobre et le 20 mars[1] selon les Nations unies, le chiffre le plus élevé depuis la seconde

1. « Hostilities in the Gaza Strip and Israel | Flash Update #143 [EN/AR/HE] », United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA).

Intifada ; des centaines de maisons détruites et des communautés entières éradiquées de chez elles ; des raids de colons et de l'armée, main dans la main – les Nations unies en ont recensé près de 600 ; des attaques aériennes sur de nombreuses villes, etc. En mars 2024, le gouvernement annonçait la mise en chantier de 3 476 habitations dans la colonie de Maale Adumim, qui s'ajoutaient au nombre record de constructions édifiées en Cisjordanie et à Jérusalem-Est en 2023, ce qui est, faut-il le préciser, un crime de guerre selon les statuts de la Cour pénale internationale. Et le même mois, alors que le secrétaire d'État américain Anthony Blinken était en visite en Israël, le gouvernement décidait la confiscation de 800 hectares de terres palestiniennes dans la vallée du Jourdain.

Le temps des colonies

Dans un texte publié dans *Le Monde diplomatique* en novembre 2000, l'intellectuel américano-palestinien Edward Saïd résumait le cœur de la politique française en Algérie, au temps béni des colonies, telles « que l'avait mise au point le maréchal Bugeaud et ses officiers : c'était la razzia, le raid punitif sur les villages, maisons, récoltes, femmes et enfants des Algériens. "Il faut empêcher les Arabes de semer, de récolter, de pâturer"… [Il faut faire] la "guerre à outrance", sans

morale, sans nécessité. Le général Changarnier décrit l'agréable distraction qu'il octroie à ses soldats en les laissant razzier de paisibles villages ; ce type d'activité est enseigné par les *Écritures,* dit-il, Josué et d'autres grands chefs dirigeaient "de bien terribles razzias" et étaient bénis par Dieu. La ruine, la destruction totale, l'implacable brutalité sont admises non seulement parce qu'elles sont légitimées par Dieu, mais aussi parce que – formule inlassablement répétée de Bugeaud à Salan – "les Arabes ne comprennent que la force brutale"». On croirait entendre Benyamin Nétanyahou. À Gaza aussi, c'est le retour aux razzias. «Tapis, cosmétiques, motos : les soldats israéliens pillent massivement les maisons de Gaza», révélait une enquête du journal israélien *+972*. Toute honte bue, les soldats israéliens filment leurs propres larcins.

On trouve ainsi une illustration de ce qu'écrivait Achille Mbembe, «le droit souverain de tuer n'est soumis à aucune règle dans les colonies. Le souverain peut y tuer à tout moment, de toutes les façons. La guerre coloniale n'est pas soumise à des règles légales et institutionnelles. Ce n'est pas une activité légalement codifiée. […] Les guerres coloniales sont conçues comme l'expression d'une hostilité absolue, qui place le conquérant face à un ennemi absolu[1]».

1. «Nécropolitique», *Raisons politiques,* 2006/1, n° 21.

Israël applique cette maxime de 1898 d'un expert allemand en sciences politiques, Heinrich von Treischke qui, pour nombre de ses contemporains, apparaissait comme une banalité : « Le droit international ne devient plus que des phrases si l'on veut également en appliquer ses principes aux peuples barbares. Pour punir une tribu nègre, il faut brûler ses villages, on n'accomplira rien sans faire d'exemple de la sorte[1]. »

Appels ouverts au génocide

Il n'est pas indifférent, comme le remarque le journaliste du quotidien israélien *Haaretz* Gideon Levy que, dans ses attendus, la CIJ ait choisi trois exemples d'appel au génocide, non pas de quelques extrémistes et de leurs porte-parole, mais des personnalités qui, chaque jour, reçoivent visites de courtoisie et soutien de diplomates et de politiques européens et américains. Il en va ainsi de Yoav Gallant, ministre de la Défense. Le 9 octobre 2023, il annonçait avoir ordonné un « siège complet » de la ville de Gaza et qu'il n'y aurait « pas d'électricité, pas de nourriture, pas de carburant » et que « tout [serait] fermé ». Le lendemain, il renchérissait en s'adressant aux troupes à

1. Cité par Sven Lindqvist, *Exterminez toutes ces brutes! L'odyssée d'un homme au cœur de la nuit et les origines du génocide européen,* Le Serpent à Plumes, 1998.

la frontière de Gaza : « J'ai levé toutes les contraintes… Nous nous battons contre des animaux humains. C'est le Daech de Gaza. Nous éliminerons tout. »

C'est également le cas d'Isaac Herzog, président d'Israël, ancien dirigeant du Part travailliste, celui-là même qui appose sa griffe sur des obus destinés à Gaza. Il proclamait le 12 octobre 2023 : « C'est toute une nation qui est responsable. Cette rhétorique selon laquelle les civils (de Gaza) n'étaient pas au courant, ne sont pas impliqués n'est pas vraie. Absolument pas vraie. Ils auraient pu se soulever. Ils auraient pu se battre contre ce régime diabolique qui a pris le contrôle de Gaza par un coup d'État.[1] »

Enfin, le troisième exemple, celui d'Israël Katz, alors ministre de l'Énergie et des Infrastructures d'Israël, devenu depuis ministre des Affaires étrangères. Il a consigné le 13 octobre sur X (anciennement Twitter) : « Nous allons combattre l'organisation terroriste Hamas et la détruire. Toute la population civile de Gaza a reçu l'ordre de partir immédiatement. Nous vaincrons. Ils ne recevront pas une goutte d'eau ou une seule pile jusqu'à ce qu'ils quittent le monde. »

Inquiète des conséquences d'une décision de la CIJ, Israël a envoyé fin février 2024 une lettre, non rendue

1. « CheckNews : Le président israélien Isaac Herzog a-t-il vraiment déclaré "personne n'est innocent à Gaza, y compris les civils" ? », *Libération*, 17 octobre 2023.

publique, détaillant les mesures qu'il a adoptées pour prévenir un génocide que, selon ses dires, il ne commet pas. Adaptation de la fameuse anecdote dite du chaudron de Freud[1], en trois temps : je ne commets pas de génocide ; je prends des mesures pour l'empêcher ; et ce sont les autres qui le commettent.

Quand les victimes filment leur propre destruction

Il est impossible de dresser le bilan de tous les crimes commis à Gaza, mais le réquisitoire dressé par l'Afrique du Sud devant la CIJ, comme les vidéos et les témoignages qui arrivent du territoire sont accablants. Le 12 janvier 2024, l'avocate irlandaise Blinne Ní Ghrálaigh a su trouver les mots justes : Gaza représente « le premier génocide de l'histoire durant lequel les victimes diffusent leur propre destruction en temps réel dans l'espoir désespéré, et pour l'instant vain, que le monde puisse faire quelque chose ».

La seule défense d'Israël, à part de nier des crimes avérés, c'est que le Hamas utilise les civils comme « boucliers humains », qu'il se terre dans les hôpitaux, les mosquées, les écoles. Gaza est une bande étroite de territoire, une des zones les plus densément

1. Il en existe plusieurs versions. La plus fréquente : tu ne m'as jamais prêté un chaudron ; d'ailleurs il était troué ; et en fait je te l'ai rendu.

peuplées du monde. La ville elle-même, avant d'être réduite en cendres, s'étendait sur 50 kilomètres carrés et comptait 700 000 habitants, soit environ 14 000 personnes par kilomètre carré. Où que s'installe un combattant, il est à moins de quelques mètres d'un immeuble, d'une installation civile, d'un magasin d'alimentation. Quant à l'affirmation que les hôpitaux serviraient de centre de commandement au Hamas, elle a été démentie dans chaque cas, par des témoins et des médecins. En particulier par une enquête du 21 décembre du *Washington Post*[1] sur l'hôpital Al-Chifa, dont les autorités israéliennes avaient annoncé qu'il était le quartier général des « terroristes ».

Tous les insurgés en milieu urbain, que ce soit à Alep en 2012-2016 ou à Varsovie en 1943 puis en 1944 ont été confrontés à ce dilemme : où se dissimuler ? Uri Avneri, un Allemand juif installé en Palestine en 1933 et qui s'est battu dans les milices armées sionistes avant la création de l'État d'Israël, devenu écrivain et journaliste, avait publié, lors de l'opération « Bordure protectrice » contre Gaza en 2014, ce texte caustique : « Un crime effroyable a été commis à Léningrad, il y a soixante-dix ans, durant la Seconde Guerre

1. « The case of al-Shifa: Investigating the assault on Gaza's largest hospital. »